



Décembre 2016

Alternatives et résistances : les deux bras du changement au Guatemala

Une analyse de Maxime Caudron,
Marie Dufaux et Renato Pinto

 **FÉDÉRATION**
WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien de
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT 

 Rejoignez-nous sur la page
d'Entraide et Fraternité


ENTRAIDE &
FRATERNITE

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !





Alternatives et résistances : les deux bras du changement au Guatemala

Depuis près de 500 ans, l'histoire du Guatemala est caractérisée par une exploitation intensive des ressources naturelles. La population rurale et, plus encore, la population maya se voient dépossédées de leurs droits et de leurs richesses depuis trop longtemps. Chaque nouvelle étape dans l'histoire du pays n'a fait que reproduire les mêmes schémas d'exploitation depuis l'ère coloniale. Aujourd'hui, c'est le régime néolibéral qui est imposé aux Mayas comme au reste du monde. Pourtant, à travers la proposition d'alternatives et une résistance permanente, le changement de modèle prend progressivement de l'ampleur. Il n'est plus seulement un rêve mais devient peu à peu concret dans le quotidien des habitants de l'Altiplano guatémaltèque. Il s'agit là d'une invitation à croire au changement et surtout à s'y impliquer ici et maintenant.

Dépossession et extraction des ressources : la longue histoire du Guatemala

Une colonisation sanglante

En 1517, attirés par les richesses et investis d'une mission d'évangélisation des indigènes américains, les Espagnols commencent l'invasion du Guatemala. Plusieurs années leur furent nécessaires pour mettre à genoux les royaumes mayas, qui résistèrent longtemps, même après leurs défaites. Mais la répression et la domination espagnoles n'en furent que plus dures et violentes : esclavage, génocides, violences sexuelles systématiques, tortures (sous l'égide de l'Inquisition), déplacements forcés, travail inhumain... Les Mayas, soumis par cette violence, sont dépossédés de leurs richesses, de leurs terres, de leurs traditions et de leurs cultures. La société guatémaltèque se développe alors dans une optimisation de l'extraction et l'exploitation des richesses du territoire. Au sommet de cet édifice se trouvent les Espagnols de la métropole, bénéficiaires fi-

naux des richesses exploitées dans les colonies. La colonie en tant que telle est gérée par des colons, dont les descendants deviendront des *Criollos* (Créoles), c'est-à-dire des colons nés dans les colonies. Viennent ensuite les *HH* ou métis qui, sans pour autant avoir de droits, sont considérés comme supérieurs aux indigènes mayas. Dans les mines ou les grandes plantations du pays, ce sont souvent eux qui tiennent le fouet. Finalement viennent les Mayas, soumis à l'esclavage, considérés comme inférieurs, et qui participent dans la souffrance à la dépossession de leurs richesses et de leur culture au bénéfice des Espagnols.

Une fausse indépendance

Trois cents ans passent et les *Criollos* (ou Créoles descendants des colons), à la tête de l'organisation administrative de la colonie, veulent garder les richesses pour eux plutôt que les partager avec la métropole. C'est la guerre, puis l'indépendance, qui survient en 1821. Dans les faits, le système et le modèle ne changent pas. Le pouvoir passe simplement des mains des Espagnols à celles des Créoles. Travail forcé, racisme et discriminations sont toujours présents

et constituent le socle de la domination des Créoles. Aux *Ladinos*, on accorde la nationalité, partielle et à certaines conditions (notamment, l'obligation de savoir écrire). Ils deviennent aussi la base militaire du Guatemala, au service de l'élite. Les indigènes, eux, n'ont toujours pas de droits. À partir de cette époque, pour assurer son indépendance ainsi que sa prospérité, l'élite guatémaltèque s'ouvre au commerce avec les grandes puissances européennes, le Royaume-Uni en tête. Le modèle reste celui de l'extraction et de l'exploitation des ressources, pour le bénéfice de quelques-uns. C'est aussi à cette époque que l'exploitation du café connaît un succès grandissant, générant des accaparements de terres toujours plus importants. Les communautés mayas survivantes se réfugient peu à peu sur les terres moins fertiles situées dans les hauteurs.

Révolution et contre-révolution

Jusqu'à la fin du 20^e siècle, ce modèle coercitif d'exploitation des ressources est maintenu par des régimes autoritaires et des dictatures militaires. Les entreprises étrangères qui bénéficient de ce système sont de plus en plus présentes. C'est le cas par exemple de la très célèbre *United Fruit Company* (UFCO), aujourd'hui devenue *Chiquita* et qui possède de nombreuses plantations dans le pays. C'est en s'alliant à ces entreprises que l'élite guatémaltèque se maintient au pouvoir. En 1944, une révolte éclate, portée à la fois par des *Ladinos* et des Mayas. Un régime réformateur est mis en place, de nombreux progrès, notamment portant sur le droit des peuples indigènes et sur les droits sociaux des travailleurs¹, voient le jour. Une réforme agraire intégrale est même lancée, permettant aux Mayas de récupérer des terres de leurs ancêtres et de reprendre un peu d'indépendance.

Malheureusement, ce changement de régime n'est pas du goût des entreprises étrangères (dont l'UFCO). Soutenu par les USA, le mal nommé « Mouvement de libération nationale » prend le pouvoir et place à sa tête le colonel Carlos Castillo Armas en 1954. Pendant les dix années de réforme, les syndicats ouvriers et paysans se sont développés, de nombreuses personnes ont eu accès à l'éducation. Le peuple n'est pas prêt à se laisser faire face au coup d'État militaire, d'autant moins que celui-ci

applique une répression violente systématique à toute contestation. Les avancées sociales des années précédentes sont abandonnées, c'est le retour au système de toujours : exploitation des ressources, racisme, discrimination au profit de l'élite et de ses alliées, les grandes entreprises étrangères qui contrôlent le pays comme un dragon garde son trésor.

De la guerre civile aux accords de paix

Peu à peu, la résistance s'installe et, à partir des années 1960, un conflit armé interne au pays éclate. De nombreuses violences envers la population sont commises par le gouvernement et l'armée. Selon la Commission pour l'éclaircissement historique, instituée par l'ONU après la signature des accords de paix, des actes de génocides ont été commis par le gouvernement guatémaltèque durant la guerre civile². Cette qualification de « génocide » a été confirmée par la Cour interaméricaine des droits de l'Homme ainsi que par la condamnation à 80 ans de prison de l'ancien dictateur Efraín Ríos Montt pour actes de génocides et crimes contre l'humanité³.

Ce conflit armé de plus en plus violent finit par inquiéter les entreprises étrangères, qui craignent pour leurs bénéfices. Finalement, dans un contexte d'effondrement du bloc communiste et de perte de vitesse des mouvements de guérilla en Amérique latine, ainsi que sous la pression des puissances étrangères, des accords de paix sont signés en décembre 1996.

Sur papier, ces accords sont très prometteurs, ils réhabilitent les droits des Mayas, des paysans et des travailleurs. Ils insistent sur l'importance de la démocratie et d'une justice indépendante. Ils inaugurent même un processus de réécriture de la Constitution sur des principes réellement démocratiques.

La situation actuelle

Mais malgré ces progrès, la réalité est tout autre. En fait, elle n'est pas si différente du reste de l'histoire du Guatemala.

Les ressources et les richesses sont toujours exploitées, extraites du pays pour enrichir l'élite et les entreprises multinationales qu'elle sert. Ainsi, les monocultures sur de très grandes extensions de terrains se développent. On y

¹ Jusqu'alors, les propriétaires terriens, avec l'aide de l'armée, pouvaient forcer au travail toute personne non propriétaire et au chômage.

² http://www.lemonde.fr/international/article/2012/07/12/au-guatemala-les-plaies-a-vif-de-la-guerre-civile_1732841_3210.html

³ Précisons néanmoins que, quelques semaines après avoir été prononcée, cette condamnation a été annulée pour cause de vice de procédure. Malgré le processus de paix, le travail incessant de la Commission pour la vérité historique et de la société civile pour rétablir la vérité sur les massacres de la guerre civile, de nombreux criminels sont encore libres. Pire encore, nombre d'anciens militaires sont encore proches du pouvoir et exercent une grande influence sur le pays.



exploite du café et des bananes – productions historiques du Guatemala, destinées à l’exportation – mais aussi et de plus en plus, de la canne à sucre et de l’huile de palme pour produire des agrocarburants. Les terres fertiles sont accaparées pour répondre à la demande mondiale de ces produits. Les paysans sont expulsés de leurs terres et repoussés toujours plus loin sur des terrains rocaillieux et peu fertiles, dans les hauteurs de l’Altiplano guatémaltèque. Au Guatemala, 80% de la terre appartient à 8% des agriculteurs alors que plus de 50% de la population vivent en zone rurale et dépendent directement ou indirectement de l’agriculture pour vivre. Certains paysans, de petits propriétaires terriens, deviennent ouvriers agricoles, travaillant dans des conditions extrêmement difficiles pour des salaires de misère (le salaire minimum est fixé à 352,58 dollars alors que le panier alimentaire s’élève à 432,96 dollars). À cela, il faut ajouter les dégâts environnementaux causés par de telles pratiques agricoles qui polluent les rivières et les sols, provoquent

l’érosion et détruisent la biodiversité. Cela alors même que le Guatemala est le deuxième pays de la planète⁴ le plus vulnérable aux changements climatiques. La situation géographique du pays, entre deux océans, augmente les risques de catastrophes naturelles, qui sont plus fréquentes. Les régimes de précipitation ont déjà évolué, entraînant un retard de la saison des pluies, des sécheresses et un risque pour la sécurité alimentaire des Guatémaltèques⁵.

L’extraction des ressources du pays est aussi le fait de l’exploitation minière dont le développement est facilité par des politiques d’ouverture aux investissements étrangers. Les projets se multiplient et génèrent de nombreux conflits sociaux là où la population locale s’y oppose – en effet, les obligations internationales⁶ obligent l’État à informer et à consulter les communautés locales avant le lancement de tout projet d’envergure, comme une mine à ciel ouvert par exemple. Pourtant, les revendications des populations touchées sont ignorées et toute opposition est réprimée.

⁴Durban, 2011 y Plan Emergente 2011. Consejo Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional- CONASAN

⁵*Cambio Climático: Riesgo de Sequía e Inseguridad Alimentaria. Boletín Informativo. SGCCC.* Mars 2013. <http://www.marn.gob.gt/multimedios/914.pdf>
Notamment la Convention 169 de l’OIT reconnaissant l’obligation de consulter les peuples indigènes chaque fois que des mesures susceptibles de les toucher directement sont prises. Cette convention a été ratifiée par le Guatemala en 1996.



En promouvant ces grands projets miniers, l'État met en avant le bénéfice pour le développement du pays, la création d'emplois et de richesses qui en découlera. Mais en réalité, ces exploitations minières sont souvent le fait d'entreprises étrangères qui, grâce à des traités de libre-échange⁷, sont exemptées d'impôts, ne payent aucune taxe et peuvent ainsi envoyer tous les métaux précieux extraits du sol dans leur pays (en 2010, les entreprises minières des USA ont extrait et acheminé de l'or guatémaltèque dans leur pays d'origine pour un montant de 227,8 millions d'euros⁸). Aux populations locales, il ne reste que des rivières polluées, des emplois difficiles et mal payés, la perte de leur terre et de la biodiversité ainsi que la violence et la répression en cas de contestation.

Au total, l'exportation des productions issues de la monoculture et extraites des mines représentent 75% du total des exportations du pays.

Et pour accompagner les investissements étrangers dans l'extraction minière et le développement de l'agriculture destinée à l'exportation, l'État, en partenariat avec des entreprises privées, développe les infrastructures facilitant le commerce : des routes, des lignes de chemin de fer, des aéroports, des lignes à haute tension, des canaux et surtout des barrages géants pour produire de l'électricité. Le tout, non pas pour améliorer l'accès de la population à l'électricité, à l'eau ou aux transports, mais bien pour attirer les investisseurs. Comme dans le cas de mines

et de certaines grandes plantations, les populations ne sont pas consultées ou pas écoutées quand ces grands projets se développent sur leurs terres. Le plus souvent, ces mégaprojets voient le jour en dépit de leur impact sur les communautés locales : destruction de forêts, de parcelles agricoles, de biodiversité, déplacements de populations...

Les conséquences des faiblesses d'un tel État, dont le rôle se borne à faciliter l'enrichissement d'une infime frange de sa population et de quelques entreprises multinationales, sont structurelles. D'abord, l'inégalité est l'une des plus fortes de toute l'Amérique latine, avec un coefficient de Gini qui s'élève à 0,559⁹, ce qui reflète bien le modèle actuel. La pauvreté touche 64%¹⁰ de la population et elle s'élève à 75% de la population en milieu rural, touchant particulièrement les populations mayas. En corollaire de cette pauvreté, la malnutrition touche 49% des enfants de moins de cinq ans et peut atteindre 89% dans certaines zones rurales mayas. De cette pauvreté extrême découlent violences et criminalité, notamment envers les femmes¹¹ et envers les peuples indigènes. Ces derniers sont, depuis l'invasion espagnole en 1517, victimes de discriminations structurelles qui affectent tous les domaines : la santé, l'éducation, l'emploi, la justice, la participation politique, l'accès aux services publics, à la propriété de la terre et aux ressources naturelles... Et cela, alors même que les Mayas représentent 40% de la population du pays. Dans le contexte actuel de multiplication des projets d'exploitations minières, les plus touchées sont les populations mayas, notamment dans la région de l'Occidente où œuvrent les partenaires d'Entraide et Fraternité.

Malgré un contexte défavorable depuis près de 500 ans, les populations mayas ont réussi à maintenir vivante leur culture et particulièrement leur vision du monde, ce que l'on appelle leur « cosmovision ». Aujourd'hui, elle renaît pour dynamiser l'engagement des communautés. C'est cette cosmovision maya qui en soutient la résistance et les alternatives au modèle dominant capitaliste et extractif.

⁷Le Guatemala est lié commercialement aux USA par le *Dominican Republic Central America Free Trade Agreement*, ratifié en 2005. Quant aux liens avec l'Union européenne, ils sont scellés par l'Accord d'association et de libre commerce entre l'Union européenne et les républiques d'Amérique centrale, Pérou et Colombie depuis 2012. Pour plus d'informations sur ces traités, voir l'étude d'Entraide et Fraternité : « Commerce international : quels enjeux pour l'agriculture paysanne ? » disponible ici : <https://www.entraide.be/Commerce-international>

⁸étude d'Entraide & Fraternité - mars 2012 article de Ozaeta

⁹Le coefficient de Gini mesure l'inégalité de revenus ou de niveau de vie d'une population en comparant les écarts de revenus. Plus le coefficient est proche de 0, plus le pays est égalitaire. Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) (2014). Informe de Desarrollo Humano

¹⁰PNUD (2014) <http://www.gt.undp.org/content/guatemala/es/home/countryinfo/>

¹¹Le Guatemala occupe la troisième place mondiale en termes de violence envers les femmes. Certains chiffres montrent que 45% de femmes ont été victimes de violence de la part de leur partenaire.

La cosmovision maya

La Cosmovision des peuples mayas est une lecture du monde qui met en relation la vie, les choses et le temps, ainsi que les êtres qui vivent au sein de l'univers, le cosmos. Cette spiritualité souligne les liens étroits qui existent entre les êtres humains et tous les éléments qui les entourent, visibles et invisibles. C'est une philosophie de vie qui ne renie pas la nécessité d'un certain bien-être matériel, mais qui s'appuie aussi sur la plénitude de l'esprit. Transmise au fil des siècles par les Mayas, elle peut également être définie comme un système de principes et de valeurs qui permettent de comprendre que tout est interconnecté, Humanité et Nature. La Terre est considérée comme la Mère qui nous alimente et nous abrite, elle mérite donc d'être respectée et préservée.

La cosmovision maya entre en résonance avec le concept de *Buen Vivir*, le Bien Vivre ou Vivre Bien, développé par les populations indigènes d'Amérique latine. Comme l'explique un document de l'association SERJUS (*Servicios Jurídicos y sociales* – organisation partenaire d'Entraide & Fraternité), « *cette idée se fonde sur une pratique millénaire. Elle part de la relation avec la nature à laquelle aspirent les populations indigènes et s'inspire du mode de vie quotidienne de ces communautés, où l'on coexiste avec la nature sans l'endommager, en lui apportant le même soin que l'on reçoit d'elle, tout en tenant compte d'éléments importants comme l'équilibre, l'harmonie et la réciprocité. [...] Ce qui nuit à d'autres personnes, ou à la nature, est négatif pour tout le monde. Vivre Bien, c'est comprendre que le bien-être doit être partagé entre tous et avec tout ce qui nous entoure. [...]*

Au sein des peuples originels du Guatemala, plusieurs appellations sont utilisées: le K'aslemal, Chiquintal, expression du peuple maya Mam, qui se réfère à la joie de vivre ensemble et d'être en harmonie avec la nature. Ce concept renvoie aussi à la complémentarité des êtres humains avec leur environnement, embrassant l'intégralité de la réalité où nous vivons. C'est cette complémentarité que nous observons entre le jour et la nuit, entre la chaleur et le froid, l'homme et la femme, la jeunesse et l'âge mûr.

Cette complémentarité nous invite à écouter la Terre Mère, le feu, le tonnerre et les montagnes, le bourdonnement des abeilles et le vol des oiseaux, ainsi que le crissement des feuilles du maïs et des arbres. La relation entre l'homme et la femme doit englober cette complémentarité, sans discrimination ni prise de pouvoir de l'un vis-à-vis de l'autre.¹²»

On soulignera que cette attention à la Terre se retrouve également dans d'autres types de spiritualité. On la retrouve notamment dans l'encyclique *Laudato Si'* du pape François (lui-même latino-américain), qui évoque le concept de « Maison commune ». « *Tout est lié* », écrit à plusieurs reprises le pape. « *Quand on parle d' "environnement", on désigne en particulier une relation, celle qui existe entre la nature et la société qui l'habite. Cela nous empêche de concevoir la nature comme séparée de nous ou comme un simple cadre de notre vie. Nous sommes inclus en elle, nous en sommes une partie, et nous sommes enchevêtrés avec elle. Les raisons pour lesquelles un endroit est pollué exigent une analyse du fonctionnement de la société, de son économie, de son comportement, de ses manières de comprendre la réalité. Étant donné l'ampleur des changements, il n'est plus possible de trouver une réponse spécifique et indépendante à chaque partie du problème. Il est fondamental de chercher des solutions intégrales qui prennent en compte les interactions des systèmes naturels entre eux et avec les systèmes sociaux. Il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale. Les possibilités de solution requièrent une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre la dignité aux exclus et simultanément pour préserver la nature.¹³»*

Toutefois, ces principes idéaux que sont la cosmovision maya et le *Buen Vivir* ne doivent pas faire oublier une réalité moins reluisante. Au Guatemala, l'égalité homme-femme laisse à désirer, beaucoup de femmes étant victimes de maltraitance. Quant au respect de la Terre Mère, il se heurte à une pollution aussi dommageable pour la qualité de l'environnement que pour l'esthétique des paysages (les abords de certaines routes, dans l'Altiplano, ressemblant à de vastes dépotoirs).

¹²Serjus, Construir un desarrollo alternativo desde la cosmovisión de los pueblos

¹³Lettre encyclique *Laudato Si'* du Saint-Père François sur la sauvegarde de la Maison commune, n° 139.



Les alternatives pour inventer un autre modèle

Face à ce système basé sur l'accaparement des ressources naturelles, les réponses des communautés mayas pour se réapproprier la Terre Mère sont multiples et directes. Les Mayas s'organisent pour améliorer leurs conditions de vie grâce à la mise en œuvre d'alternatives agricoles et commerciales et sont désormais les acteurs de leur changement. Parmi ces alternatives, retenons **l'agroécologie, l'épargne collective et le commerce équitable local.**

L'agroécologie

Les monocultures intensives destinées à l'exportation, qui parsèment le Nord et le Sud du pays à perte de vue, sont le reflet d'un pays aux paysages contrastés. Les terres disponibles pour les petits paysans sont limitées et ceux-ci

se concentrent au centre-ouest du pays, dans l'Altiplano occidental, une région montagneuse où les paysans sont contraints de cultiver sur des pentes abruptes, dans des conditions précaires et difficiles. Les changements climatiques se font également sentir. Ainsi, comme on l'a déjà évoqué, on assiste au dérèglement des saisons, tel que le retardement de la période des pluies. Le maïs et les haricots, denrées de bases des paysans, ont de la peine à pousser.

Les partenaires d'Entraide & Fraternité participent dès lors à la promotion de l'agroécologie¹⁴. Cette alternative agricole respectueuse de l'environnement **est un moyen pour atteindre la souveraineté alimentaire, tout en limitant les impacts du réchauffement climatique.** L'agroécologie revalorise les savoirs traditionnels tout en y apportant des techniques innovantes, permettant aux producteurs locaux d'augmenter leurs récoltes et de diver-

¹⁴Pour plus d'informations sur le concept d'agroécologie voire notamment l'analyse d'Entraide et Fraternité : « Souverainetés » disponible ici : <https://www.entraide.be/Souverainetes>. Des exemples concrets de pratiques agroécologiques sont présentés dans l'analyse d'Entraide et Fraternité : « Madagascar, paysans et paysannes face aux changements climatiques » disponible ici : <https://www.entraide.be/Madagascar-paysans-et-paysannes-face-aux-changements-climatiques>

sifier leur alimentation, tout en préservant l'environnement.

Les associations CEIBA, COINDI, CDRO, SERJUS et le Réseau Kuchub'al, partenaires d'Entraide & Fraternité, forment des promoteurs en agroécologie et les encadrent dans le développement de parcelles agroécologiques. L'objectif est que ces promoteurs forment à leur tour d'autres personnes afin d'engendrer un effet boule de neige. Durant les formations, les organisations partenaires insistent notamment sur l'importance de diversifier les cultures pour améliorer la santé des paysans et protéger la biodiversité du sol.

La transition vers des parcelles agroécologiques ne se fait pas sans peine. Cela prend souvent plusieurs années. Les partenaires d'Entraide & Fraternité accompagnent les paysans dans cette transition grâce aux formations dispensées par des techniciens agricoles. Plusieurs techniques sont mises en place, telles que la récupération et le filtrage des eaux usées pour l'irrigation des cultures, ou encore la culture d'un « semillero » ou « pépinière », qui sert de réserve des variétés que possèdent les paysans. Ils peuvent les utiliser pour en faire des semis à repiquer ou à vendre sur le marché local. Citons Lesbia, paysanne guatémaltèque, ayant reçu une formation en agroécologie de la part de SERJUS. Elle est devenue promotrice et transmet son savoir à d'autres. Elle pratique l'association des cultures, technique agroécologique protégeant les plantes et favorisant leur croissance. Lesbia a de cette manière associé des caféiers aux bananiers qui leur font de l'ombre, ce qui améliore leur développement. Par cette technique, elle a réussi à créer une oasis sur une terre sèche et rocailleuse où le manque d'eau est criant.

L'agroécologie fait partie intégrante de la cosmovision maya. Cette philosophie de vie où les êtres humains et la nature forment un tout indissociable. La Terre Mère se doit d'être préservée et respectée. C'est ce que fait l'agroécologie en imitant et en respectant les cycles de la nature. L'agroécologie permet aux paysans de se réapproprier les savoirs de leurs ancêtres mayas aujourd'hui perdus. C'est notamment le cas de la culture de l'amarante. Cette plante à forte valeur nutritive pousse rapidement, résiste à la sécheresse et aux gelées.

Ces exemples confirment les propos d'Olivier De Schutter, ancien Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, selon lequel on peut trouver dans l'agroécologie une réponse à la pauvreté rurale, à la malnutrition, au changement climatique et à la perte de la biodiversité. Néanmoins, ce mouvement d'agroécologie ne doit pas rester cantonné au niveau local. En effet, les structures politiques et les institutions organisationnelles doivent y jouer un rôle pour qu'il puisse se développer à une plus grande échelle¹⁵.



Le commerce équitable et local

Mais si l'agroécologie permet aux agriculteurs d'améliorer leurs rendements sans dépendre d'intrants chimiques, encore faut-il pouvoir

¹⁵Laura Hauseux, Mathilde Evrard, Oriane Althaus, Marie Dufaux «Le mouvement de cultures en Transition», travail académique, Université de Liège, 2013. Cours « Questions spéciales d'environnement et de développement au Nord et au Sud » de Pierre Stassart et Marc Mormont, ULG, année académique 2012-2013.

vendre les surplus ainsi générés pour en tirer un meilleur revenu.

CDRO, COINDI, CEIBA accompagnent les communautés dans la transformation des surplus agricoles afin de leur donner une plus-value. Les paysans peuvent ainsi les vendre à un prix plus élevé sur les marchés locaux ou dans le voisinage, ce qui leur permet de dégager un revenu supplémentaire. Les femmes, principalement, produisent du shampoing, du savon, des produits cosmétiques à partir de plantes médicinales comme l'aloë vera. Elles vendent également des conserves, des gâteaux, de la glace, etc. On peut parler ici de commerce équitable local dans la mesure où les producteurs vendent directement leurs produits agroécologiques aux consommateurs, tout en étant justement rémunérés, les bénéficiaires n'étant pas accaparés par des intermédiaires.

Le Réseau Kuchub'al facilite la commercialisation locale des produits agricoles de 20 associations communautaires rurales, comme l'association ASIMAM, autogérée par des femmes qui produisent et commercialisent du chocolat. Ce commerce équitable local s'insère dans l'économie sociale et solidaire. Ces associations s'organisent en effet souvent sous forme de coopératives gérées démocratiquement : chaque acteur possède une part de la coopérative et participe aux prises de décisions. L'humain est ainsi replacé au cœur des activités économiques, l'objectif n'étant pas l'enrichissement personnel mais d'assurer un revenu à tous pour vivre dignement.

Une asbl ne peut légalement faire du commerce, c'est pourquoi le Réseau Kuchub'al a créé la coopérative Kuchub'al en 2014. Cependant, les retombées économiques pour les associations membres se font parfois attendre, car la visibilité de la coopérative nécessite notamment des dépenses importantes en marketing. Il n'est donc pas facile pour une structure commerciale alternative de s'assurer une place sur un marché économique qui favorise davantage les grosses entreprises. D'autant plus dans un contexte d'économie dérégulée où les marchés sont envahis de produits en provenance des États-Unis ou d'Europe, issus de l'agriculture industrielle intensive.

Les mutuelles et l'épargne solidaires

Face à l'absence quasi totale de l'État, la solidarité entre les femmes s'organise au sein des communautés. CEIBA encadre des groupes de femmes dans la constitution d'une épargne collective afin de créer des activités génératrices de revenus et de participer aux dépenses de leur famille. Chaque groupe de femmes se réunit régulièrement et apporte un certain montant. Le capital constitué est prêté durant un mois à une femme qui va pouvoir se lancer dans une activité, l'achat de fil pour confectionner des vêtements par exemple. Elle rapportera le mois suivant la somme augmentée d'un intérêt de 5% qui sera prêtée à une autre femme, et ainsi de suite. Une partie du capital est versée dans un fonds social de solidarité afin d'acheter par exemple des médicaments en cas de maladie d'une participante, ou encore pour offrir un cadeau lors d'une naissance ou d'un anniversaire. Ces groupes sont autogérés et le pouvoir est partagé entre les femmes. Ainsi, les réunions sont conduites tour à tour par chaque femme du groupe. La caisse et la clé tournent également au sein du groupe. Ce système ne peut donc fonctionner que grâce à une confiance mutuelle forte.

« Je travaille avec une machine à coudre pour faire des vêtements. Grâce à la caisse de solidarité, le groupe m'a prêté 200 Quetzals. J'ai alors pu acheter du fil pour réaliser d'autres vêtements et en deux semaines j'ai gagné 500 Quetzals. J'ai rendu les 200 Q au groupe pour les prêter à une autre femme. J'ai gardé un bénéfice de 300 Q. Sans ce prêt, il aurait été difficile pour moi d'acheter du fil. »

[Jolanda Mêlez, membre d'un groupe autogéré, encadré par CEIBA, constituant une épargne collective afin de générer des activités rémunératrices].

COINDI va de son côté prêter aux femmes un « *capital semilla* » ou « capital de semences ». Il s'agit d'un capital de départ mis à disposition des femmes qui veulent se lancer dans la création d'une activité rémunératrice.

Ces pratiques nous rappellent les tontines, fortement développées en Afrique, qui se basent sur des valeurs d'entraide et de solidarité. Ainsi la tontine est une « *technique par laquelle les membres d'une association versent, à échéance régulière, dans une caisse commune, une somme d'argent préalablement définie. Cette cagnotte ainsi constituée est mise à la disposition des membres qui, à tour de rôle, peuvent en bénéficier selon des conditions préfixées. Dans la pratique, le recours à ce type de banques informelles offre la possibilité aux membres de faire face à d'importantes dépenses, lors d'événements prévus ou non, tels que mariages, funérailles, anniversaires, etc*¹⁶. »



Des alternatives pour l'autonomie et le changement ?

Soulignons toutefois que si ces réponses aux différents défis que connaissent les paysans guatémaltèques permettent de générer des revenus et par conséquent d'améliorer les conditions de vie des Mayas, elles doivent s'accompagner d'une réflexion plus globale sur la répartition des richesses du pays¹⁷ et sur la mise en place de réelles politiques de lutte contre la pauvreté

et de développement durable. C'est pourquoi les partenaires d'Entraide & Fraternité, comme de nombreuses organisations de la société civile, insistent sur l'action politique et participent à la formation de leaders locaux capables d'interpeller les autorités locales et nationales pour un changement structurel. Et ce changement commence à la base, avec les femmes notamment.

Il y a actuellement au Guatemala beaucoup de violences intrafamiliales et de *féminicides* – cela, en dépit de la cosmovision maya qui, comme signalé plus haut, met pourtant en avant l'égalité des genres et la complémentarité des hommes et des femmes. Les actions menées par les partenaires d'Entraide & Fraternité s'inscrivent dans cette vision. C'est pourquoi les associations, à travers l'éducation populaire, amènent les femmes à prendre conscience de leurs droits et, ainsi, à se faire respecter et entendre auprès de leur mari et de leur communauté. Le développement de ces alternatives portées principalement par les femmes intègre une dimension économique à la sphère reproductive dans laquelle ces dernières sont souvent confinées. Elles deviennent dès lors des acteurs économiques et prennent peu à peu place dans les espaces de décision et d'organisation de leur communauté.

Se mobiliser : une voie pour le changement

Les alternatives vues plus haut sont un pas vers plus d'autonomie et de meilleures conditions de vie pour les populations mayas au Guatemala. Pourtant, elles ne sont qu'un palliatif à l'absence de l'État et ne doivent pas constituer, pour celui-ci, un moyen de se déresponsabiliser. La société civile guatémaltèque l'a compris. Le véritable changement ne peut venir que de changements structurels qui permettent le développement des alternatives. Et pour cela, la mobilisation et l'engagement politiques sont nécessaires.

Au Guatemala, malgré 30 ans de guerre où la société civile était pratiquement inexistante, et où la répression violente décourageait la contestation citoyenne, la mobilisation est très forte depuis quelques années et elle porte ses fruits, aussi bien au niveau national qu'au niveau local.

¹⁶ Kagné Bonaventure, Marco Martiniello, « L'immigration subsaharienne en Belgique », Courrier hebdomadaire du CRISP 2001/16 (n° 1721), p. 5-49.

¹⁷ Fouillet C., Guérin I., Palier J., 2007, « La microfinance indienne peut-elle être solidaire ? », Revue Tiers Monde, n° 190, août.



Au niveau national

Une victoire des plus symboliques fut décrochée par des mouvements citoyens, contre le modèle proposé par l'agrobusiness. Début septembre 2014, la Cour constitutionnelle de la République du Guatemala a cédé à la pression croissante du peuple guatémaltèque et principalement des communautés mayas, rejointes dans leur mobilisation par des organisations sociales, des enseignants et d'autres citoyens... La Cour constitutionnelle a abrogé la « loi Monsanto », comme on l'avait surnommée, à savoir une loi visant à étendre et à protéger la propriété intellectuelle sur les nouvelles variétés végétales au Guatemala ; dans les faits, ce texte permettait à Monsanto et à d'autres multinationales d'étendre leur mainmise sur la propriété des semences de maïs et d'autres plantes.

D'après l'organisation MOJOCA, mouvement de Jeunes de la rue au Guatemala, avec cette réglementation, « garder des semences pour les utiliser l'année suivante, les transporter, en faire cadeau, tout ceci aurait été un délit sanctionné par des peines de prison et des amendes. La pauvreté aurait augmenté, et les familles vivant de l'agriculture auraient dû réduire leurs activités. Or les Mayas ont préservé les centaines d'espèces de semences de maïs, créées par des générations

de paysans au cours de millénaires¹⁸. » Des épis de maïs – denrée hautement symbolique pour les Mayas – étaient régulièrement brandis au cours des manifestations.

Lutter pour la préservation et l'accès aux semences était donc aussi une question d'identité, de culture, c'est pourquoi l'enjeu a fédéré de multiples organisations. Le parlement guatémaltèque (largement dominé par les partis conservateurs) avait approuvé cette loi sur la protection des variétés végétales le 26 juin 2014 (profitant de la « distraction » proposée par la coupe du monde de football). Mais une mobilisation d'ampleur a empêché qu'elle n'entre en vigueur, ce qui aurait étendu le champ d'action (déjà important) de Monsanto et du modèle d'agriculture intensive basé sur la pétrochimie.

D'une certaine manière, cette mobilisation d'ampleur trace la voie pour d'autres actions, un peu partout dans le monde. À l'échelle belge, le Parlement wallon a approuvé en octobre 2016 un décret lui permettant désormais d'interdire l'utilisation de pesticides qui présentent « un risque pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine ou pour la conservation de la nature. » L'ONG Greenpeace signale aussi que plusieurs chaînes de grands magasins « aux Pays-Bas, en Autriche, en Suisse et en

¹⁸ Communiqué de l'association MOJOCA, <https://www.entraide.be/Victoire-du-peuple-maya-et-des>, consulté le 07.11.2016.

Allemagne ont décidé de retirer de leurs rayons le Roundup¹⁹ et autres produits similaires. À la place, elles proposent désormais des alternatives écologiques.²⁰ »

Au Guatemala, en 2016, un autre enjeu majeur a suscité de vastes mobilisations : la volonté que soit rédigée une loi de préservation de l'eau. L'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante est mis en danger par les mégaprojets de construction de barrages hydroélectriques, les extensions de monocultures et les dérèglements climatiques. Il paraît donc indispensable de légiférer pour garantir à l'ensemble de la population le droit d'y accéder et d'en disposer.

L'organisation SERJUS se trouve à la pointe de ce combat. Elle a d'ailleurs largement contribué à certaines propositions pour la rédaction de la loi en question. Manolo García, coordinateur politique de SERJUS, parle d'un défi majeur. Il considère d'ailleurs qu'au sujet de l'eau, on ne peut parler uniquement de « ressource », que l'on pourrait utiliser sans limite ; il utilise plutôt la notion de « bien commun », qu'on ne peut puiser sans en assurer une gestion saine, et qu'il faut donc préserver et protéger.

Enfin, on notera encore les manifestations survenues au cours de l'année 2015 – si intenses qu'on évoqua alors un « printemps guatémaltèque ». Des révélations selon lesquelles le Président en fonction à l'époque, Otto Pérez Molina, et la Vice-Présidente Roxanna Baldetti, étaient impliqués dans un réseau de corruption, ont provoqué l'ire de la foule. À la suite de ce scandale, le congrès guatémaltèque a annulé l'immunité des autorités concernées, actuellement traduites devant les tribunaux.

Au niveau local

En dépit de ces succès, force est de constater que certains enjeux globaux parlent peu aux gens, confrontés aux nécessités du quotidien et au processus d'aliénation propre à la société de consommation. En outre, la mobilisation fait peur à de nombreuses personnes, surtout après 500 ans d'oppression et de violence politique.

Les gens se mobilisent davantage par rapport à des enjeux qui les visent directement, c'est-à-

dire qui mettent en péril leur cadre de vie immédiat. Ainsi en est-il des projets miniers. En 2016, il existait au Guatemala 117 licences d'exploration, permettant à des sociétés de sonder le sous-sol à la recherche de minerais précieux – cela, parfois, sans que les populations locales n'aient connaissance du processus en cours. Dans certains cas, ces licences deviennent des permis d'exploitation (couvrant une surface pouvant aller jusqu'à 20km²).

Les projets miniers déjà en cours ont causé des problèmes de pollution ainsi que des problèmes sanitaires, mais aussi de nombreuses tensions au sein de la population. Une loi permet cependant aux communautés locales d'exprimer leur avis. En effet, la Cour constitutionnelle a émis une sentence selon laquelle le ministère de l'Énergie et de la Mine ne peut accorder une licence sans consulter préalablement les populations concernées. Or, lors de toutes les consultations menées, le verdict des urnes a été défavorable à ces projets considérés comme dévastateurs. Dans certains cas, des moratoires ont été mis sur des licences octroyées. Du côté des entreprises, le malaise est notoire : les actionnaires, désireux d'enranger des profits rapides, se plaignent de ce qu'ils considèrent comme une perte de temps et d'argent. Alors souvent, pour agréer ses partenaires commerciaux, l'État déclare illégitimes les référendums organisés au niveau local et qui contestent les projets miniers. De plus, les opposants à ces projets sont considérés comme des opposants au développement du pays et ils sont durement réprimés.

Écho d'une lutte globale

Au Sud comme au Nord, le modèle néolibéral montre ses limites et ses défaillances alors qu'il est imposé à tous sous prétexte qu'il n'y aurait « pas d'alternative ». L'État est en perte de vitesse et, partout, c'est l'économie qui prédomine avec les conséquences que l'on sait. Malgré ce régime économique destructeur, des alternatives voient le jour sur tous les continents, des gens se rassemblent autour de visions alternatives du monde et se mobilisent pour un changement de modèle. Les succès de la société civile guatémaltèque ne sont-ils pas la preuve que là-bas, comme ici, les citoyens et les citoyennes sont des acteurs de changement, par leurs choix individuels autant que par leurs engagements collectifs ?

¹⁹Herbicide, produit-phare de la firme Monsanto, contenant du glyphosate. Le glyphosate a été classé par le Centre international de Recherche sur le Cancer (qui fait partie de l'Organisation mondiale de la Santé) parmi les « cancérogènes probables ».

²⁰<http://www.greenpeace.org/belgium/fr/vous-informer/agriculture/blog/le-parlement-wallon-ouvre-la-voie-linterdicti/blog/57798/>, consulté le 07.11.16.



Ces luttes vécues au sein de la population guatémaltèque, les citoyens et citoyennes d'ici peuvent les rejoindre, car il s'agit avant tout d'une lutte commune et globale contre un ennemi commun. Pointons deux intersections entre leurs combats et les nôtres :

1. Les paysans guatémaltèques souffrent d'un cruel manque de considération et de soutien ; de même, les agriculteurs belges sont à la peine, sacrifiés sur l'autel du marché débridé. Au Nord comme au Sud, une part de la solution passe par une relocalisation des circuits de production et de consommation (ce sont nos choix qui sont en jeu !), mais aussi par des réglementations politiques, qui ne verront le jour qu'à force de mobilisations.

2. Le Guatemala s'est plié aux diktats internationaux en signant des traités de libre-échange, dont on peine à trouver les fruits positifs ; la Belgique risque de s'égarer dans un même dogmatisme si elle ne s'oppose pas au fameux projet de Grand Marché transatlantique entre l'Union européenne et les États-Unis (plus connu sous le sigle TTIP). Là-bas comme ici, les citoyens et les citoyennes doivent se mobiliser pour que le monde politique ne se soumette pas aux diktats des multinationales.

Le rôle de l'éducation populaire

Ces processus de mobilisation ne coulent pas de source. On l'a dit, les gens ont bien souvent d'autres priorités que de battre le pavé ou d'organiser des scrutins. À la base des succès enregistrés à la suite des manifestations et des consultations évoquées, il y a un intense travail fourni par les organisations de la société civile, dont SERJUS, pour former des leaders populaires.

Ces formations en leadership se basent sur les principes de l'éducation populaire. Elles donnent la parole aux participants, les mettent en action, les poussent à réfléchir par eux-mêmes et à prendre des décisions pour se prendre en main. Elles sont aussi et avant tout une manière de rendre aux premiers concernés leur rôle de premier plan, afin qu'ils soient eux-mêmes les acteurs de leur propre histoire et des promoteurs de changement.

Là aussi, on ne peut que souhaiter trouver un écho chez nous, notamment à travers les pratiques d'éducation permanente qui permettent un rapprochement entre notre quotidien et les luttes globales, comme celles menées par la société civile au Guatemala.

Avec ces outils en main, il est possible de co-construire le monde de demain !





Pour que la Terre tourne plus **JUSTE !**

Entraide et Fraternité

32 rue du Gouvernement Provisoire
1000 Bruxelles
02 227 66 80 | entraide@entraide.be
www.entraide.be

Rédaction Maxime Caudron, Marie Dufaux et Renato Pinto

Relecture Carmelina Carracillo et Isabelle Franck

Mise en page Média Animation asbl

Photos Shutterstock.com, Entraide et Fraternité

Editeur responsable

A. Simonazzi - 32 rue du Gouvernement Provisoire - 1000 Bruxelles